

REPUBLIQUE FRANCAISE

dossier n°PC07320824C1007

Commune de PUGNY CHATENOD

date de dépôt : 09/09/2024

demandeur : SCI Juline, représentée par SEHIER Marion

pour : Transformation d'un garage en pièce de vie, création d'une jacobine, installation d'une fenêtre de toit

adresse terrain : 95 chemin des Sources, à Pugny-Chatenod (73100)

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire de maison individuelle au nom de la commune de PUGNY CHATENOD

Le maire de PUGNY CHATENOD,

Vu la demande de permis de construire de maison individuelle présentée le 09/09/2024, affichée en mairie le 09/09/2024, par SCI Juline, représentée par SEHIER Marion, demeurant 95 chemin des Sources, à 73100 Pugny-Chatenod ;

Vu l'objet de la demande :

- ▲ pour la transformation d'un garage en pièce de vie, la création d'une jacobine et l'installation d'une fenêtre de toit ;
- ▲ sur un terrain situé 95 chemin des Sources, à Pugny-Chatenod (73100) ;
- ▲ pour une surface de plancher créée de 29 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) Grand Lac approuvé le 09/10/2019, révisé le 24/01/2023 (révision allégée n°1), modifié le 24/01/2023 (modification simplifiée n°1), le 23/05/2023 (modification n°1), mis en compatibilité le 25/07/2023, modifié le 12/12/2023 (modification simplifiée n°2) et révisé le 09/07/2024 (révision allégée n°2) ;

Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Bassin Aixois approuvé par arrêté préfectoral le 04/11/2011 et modifié le 31/10/2012 ;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 09/10/2024 ;

Vu l'avis de Grand Lac, service des eaux, en date du 22/10/2024 ;

ARRÊTÉ

Article 1

Le permis de construire de maison individuelle est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 :

Article 2

PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES :

L'enduit de la jacobine sera de teinte et de finition similaire à l'existant et ne pourra être du blanc pur.

RISQUES :

Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) : Le terrain est situé dans un secteur concerné par le Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin Aixois approuvé par arrêté préfectoral le 04/11/2011 et modifié le 31/10/2012 (zone blanche). Toutes les prescriptions générales doivent être strictement respectées.

RÉSEAUX :

Eaux usées et eau potable : Les prescriptions émises par le service des eaux de Grand Lac dans son avis susvisé seront strictement respectées.

Voirie – réseaux divers :

Conformément au décret n°2011-1241 en date du 05/10/2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le pétitionnaire doit obligatoirement se déclarer sur le site internet « guichet unique DT-DICT », préalablement au démarrage des travaux.

Article 3

FISCALITÉ :

Le projet est soumis au versement :
- de la Taxe d'Aménagement (T.A.).

Le 15 novembre 2024, à Pugny-Châtenod

Le Maire,

Bruno CROUZEVIALLE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée de un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.